


# Le secteur de la santé mentale craint le pire

 Inquiétude au sujet d'une réforme en préparation chez la ministre Greoli (CDH)

► *“Un semblant de concertation sociale et une volonté d'avancer coûte que coûte dans un souci d'économie”*: c'est la perception que la Fédération wallonne des services de santé mentale – la FeWaSSM – a de la réforme de son secteur. Une réforme en préparation chez la ministre de tutelle Alda Gréoli (CDH).

Dans le cadre de la semaine wallonne de la santé mentale, ses membres ont tenu à frapper sur le clou. *“En 20 ans, le nombre de patients a triplé”*, observe Benoît Van Tichelen, à la tête de l'un des 65 centres en activité au sud du pays. Ceux-ci qui exploitent 120 sièges ont accueilli l'année dernière plus de 30.000 usagers, pour des prises en charge pluridisciplinaires. *“Bien que les politiques d'aide et de soins se soient développées au niveau fédéral, les différents ministres de la Santé qui se sont succédé à la Région n'ont pas augmenté les moyens attribués à nos services, ce qui plonge nombre de nos institutions dans une précarité financière.”*

Faute d'avoir été revus significativement, les frais de fonctionnement ne permettent plus de couvrir les dépenses de base. Ainsi, chaque service doit

se débrouiller avec une subvention de maximum 15.000 euros par an. *“Or, le projet de décret à l'étude n'organise pas de refinancement”*, selon la Fédération. Au contraire, *“il fait craindre une approche normative des pathologies, avec un plafonnement du nombre de consultations”*.

**CE QUI, SELON** Sophie Meunier, Chantal Dambly, Isabelle Cammarata et Benoît Van Tichelen qui dirigent des services de santé mentale en Wallonie va gonfler les rangs des laissés-pour-compte – des milliers de personnes fragilisées qui seront exclues des soins.

Qui dit soin dit aussi relation, engagement, respect, bienveillance, confiance, empathie, humanité, chaleur, solidarité, tolérance, compréhension et écoute. *“Ramener ces valeurs à une grille normative risque de causer des dégâts énormes”*, observent-ils en regrettant d'avoir été tenus à l'écart de l'élaboration du décret dont le projet a été adopté en première lecture par le gouvernement wallon.

La semaine wallonne de la santé mentale s'annonce sous haute tension.

D. A.